

## Villages désertés en Italie

On ne saurait prétendre retracer en quelques lignes l'histoire des désertions italiennes. L'Italie, en effet, n'a pas encore suscité de recherche systématique sur ce sujet, et c'est au hasard de leurs travaux que les géographes, les linguistes, les archéologues l'ont abordé plus souvent que les historiens eux-mêmes. Je me contenterai donc d'exposer ici très rapidement les résultats tout provisoires auxquels, dans le travail de deux années, Monsieur John Day et moi-même sommes arrivés, et de suggérer quelques hypothèses de travail (1).

Travail de défrichement, en effet, que celui que nous avons entrepris. Certes, il existe pour certaines régions des catalogues souvent anciens, des listes de disparitions. Cependant, ils s'attachent rarement à l'étude du phénomène, vu sous l'angle de l'histoire économique et sociale, et reprennent plus souvent, pour expliquer l'abandon et la disparition de sites de peuplement rural, les données « catastrophiques » de la tradition populaire. Nous avons donc envisagé les désertions comme un révélateur de formes disparues d'habitat, confirmant ou infirmant la persistance géographique des établissements ruraux; mais c'est surtout à un phénomène historique, traduisant en termes d'occupation du sol les rapports économiques d'une société donnée, réagissant à son tour sur ceux-ci, que nous nous sommes intéressés.

Bien entendu, nous avons dû limiter notre enquête à quelques provinces d'Italie. Nous les avons choisies en fonction de l'intérêt qu'elles éveillaient par leurs structures sociales contemporaines, ou de la bibliographie nécessaire à nos sondages. C'est ainsi que diverses régions du Mezzogiorno ont retenu notre attention: Tavoliere des Pouilles, Calabre, îles de Sicile et de Sardaigne; plus au Nord, province romaine. En contrepoint, nous avons choisi la Toscane et une partie de l'Apennin ligure, laissant délibérément de côté les plaines et les montagnes septentrionales.

Notre travail a consisté à réviser l'ancienne liste ou à en dresser une première, en datant les disparitions dans la mesure du possible. Cette démarche préliminaire nous a donné une idée de la *densité* des désertions dans les régions étudiées; quand les documents le permettaient, elle nous a indiqué le *taux de désertion* par période, c'est-à-dire le rapport des villages abandonnés à tous les villages contemporains d'une même région.

D'autre part, nous avons recherché, par delà les explications traditionnelles, — guerres, épidémies, Barbaresques, etc.... — les caractères typiques des désertions italiennes, y compris des désertions temporaires: recherche beaucoup trop sommaire, et dont les résultats restent précaires, mais qui, exposée ici, ne prétend qu'à exciter l'intérêt et la discussion.

\* \* \*

On peut définir schématiquement les séries temporelles suivantes, d'importance régionale très variable:

Là où nous avons pu les étudier (Sicile, Sardaigne, Province Romaine, Ligurie), les désertions des XII<sup>ème</sup> et XIII<sup>ème</sup> siècles, paraissent représenter un contingent important de l'ensemble des disparitions, mais leur origine reste souvent mystérieuse. Les chiffres et les pourcentages n'ont ici qu'une valeur indicative, car ils sont trop approximatifs pour acquérir une signification sûre. Je me contenterai d'indiquer brièvement que les centres ruraux disparus dans le comté de Vintimille ou en Lunigiana, du XI<sup>ème</sup> au XIII<sup>ème</sup> siècle, groupent un tiers environ des désertions de ces régions, et sont plus nombreuses que celles que nous avons pu assigner au Bas Moyen-Age; encore faut-il préciser que leur nombre, par rapport à la poussière de hameaux, reste infime. Dans la province romaine, ce pourcentage tombe à 15%. En revanche, en Sicile, la moitié des disparitions — environ 250 sur 500 — est antérieure au XIV<sup>ème</sup> siècle. Nous trouvons un chiffre comparable en Sardaigne, où environ 50% des disparitions établies doivent remonter au haut Moyen-Age, sans qu'il soit toujours possible de fixer le « terminus a quo ».

Certes, ces chiffres sont discutables et dépendent des hasards de la documentation. Il est d'autre part impossible de définir quelle part du peuplement contemporain les villages abandonnés représentent. De la même manière, leur explication demeure incertaine et disparate.

Dans la montagne côtière de Ligurie, en Toscane, voire dans la Campagne Romaine, on peut supposer que les remodelages locaux de l'habitat rural sont dus aux nouvelles structures économiques et sociales des campagnes qu'appelle un essor nouveau. Divers phénomènes en font foi : l'extension des cultures spéciales, vigne, olivier, châtaigner, et la diffusion des contrats « *ad pastinandum* » ; l'éclatement des grands domaines ecclésiastiques (évêché de Brugnato, en Ligurie orientale, ou « *domuscultae* » romaines, par exemple) et l'émancipation des anciens colons ; l'établissement de nouvelles relations entre l'homme et le seigneur, qui se traduit par un phénomène extrêmement important, en pays méditerranéen, pour l'habitat : la responsabilité de la défense du « *castrum* » qu'ils édifient échoit à des campagnards privilégiés, et que ce soit pour des raisons économiques (extension de l'élevage) ou d'autodéfense, beaucoup de villages se déplacent vers un site plus élevé. Tous ces facteurs contribuent à la fois à l'éparpillement de l'habitat sur les terres de cultures spéciales ou d'élevage, au détriment des anciens villages de vallée, et à l'implantation de communauté paysannes demi-libres, suivis de la disparition des petites « *villae* » antérieures. Le « *perchement* » de l'habitat résulte donc d'un enchevêtrement de facteurs économiques, et pour les démêler, il ne suffit pas de recourir à la simple explication de la recherche de la sécurité.

En Sicile, ces désertions anciennes sont dues en grande partie aux conditions particulières de la conquête normande. La féodalité étrangère s'est acharnée, dès la seconde moitié du XII<sup>e</sup> siècle, à déraciner la paysannerie et la bourgeoisie musulmanes. Aux destructions, conséquences somme toute peu nombreuses de la conquête, s'ajoutent l'exil et la déportation d'une part de la population musulmane qui suivirent les révoltes de la fin du XII<sup>e</sup> et du XIII<sup>e</sup> siècles. De grands domaines s'avèrent alors incapables de recoloniser efficacement le centre de l'île et semblent parfois hâter le dépeuplement des derniers villages. D'un autre côté, l'engourdissement où tombent des villes jadis florissantes, comme Agrigente, entraîne la disparition de toute une classe de paysans et de censitaires aisés et la concentration des terres aux mains de quelques grandes familles. On ne peut donc imputer le dépeuplement des campagnes sicilienne aux seuls bouleversements de la fin du Moyen-Age, voire à la crise céréalière postérieure. Ses origines sont plus

lointaines, et le processus, qui se poursuivra plus tard sous des formes différentes, a ses racines dans l'installation du système féodal et dans sa lutte contre les anciennes structures du pays.

L'histoire très obscure de la Sardaigne, avant le XIV<sup>e</sup> siècle, rend toute explication encore plus conjecturale. De fait, un bon nombre des disparitions anciennes paraît se situer au début du XIV<sup>e</sup> siècle, au terme d'une période relativement prospère. Certaines villes, centres de consommation et d'exportation des produits des cultures spéciales, commencent à végéter, et c'est aussi la période où s'introduit brutalement la féodalité aragonaise. Mais tout particulièrement dans ce pays, c'est à l'archéologie qu'il devrait revenir de préciser la date de mainte disparition précoce.

Le contraste qui naît dès lors entre les îles, l'ensemble du Mezzogiorno peut-être, et le Nord de la péninsule, ne fait que s'affirmer au bas Moyen-Age.

En Ligurie comme en Toscane, la vague des désertions des XIV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècles n'emporte qu'un nombre minime de villages. Fortement structurés dans leurs murailles, trop attachés à des cultures demeurées rentables, ils résistent, malgré le fléchissement de leur population. Les régions où l'on voit le nombre des désertions s'élever au dessus de la moyenne, portent en général des signes de décadence dès avant les « mortalités » et les guerres : baisse de la population du « contado », stagnation de l'économie citadine, accroissement brusque de l'élevage à qui l'on prodigue des encouragements.

En revanche, dans la Province Romaine, le taux de disparition passe au quart des villages existants, entre 1350 et 1450 environ. Le progrès des désertions se poursuit dans le courant du XV<sup>e</sup> siècle, tandis que s'exaspèrent les guerres féodales. Encore doit-on constater de très fortes variations régionales : les zones montagneuses, la Sabine en particulier, ne perdent que 4 à 5% de leurs villages, tandis que ce taux passe à 45 et 55% dans les régions les plus basses. Et non seulement ces désertions sont très nombreuses, mais de plus elles sont pour la plupart définitives. Certes, dans un cas sur cinq, la disparition reste incomplète au XV<sup>e</sup> et au début du XVI<sup>e</sup> siècle : un *casale* s'accroche sur les restes de l'ancienne communauté paysanne, et devient parfois le noyau d'une nouvelle fondation au XVI<sup>e</sup> siècle. Plus souvent, ces hameaux disparaissent à leur tour aux

XVIème et XVIIème siècles, rendant définitifs l'abandon du site et la désertion des campagnes, provoqués par les catastrophes de la fin du Moyen-Age. Les grandes étendues d'herbes et de céréales restent aux troupeaux et aux ouvriers saisonniers descendus des Abruzzes.

En effet, c'est aux progrès de l'élevage, encouragés par l'administration pontificale et par les grands propriétaires, qu'il faut ici imputer, sinon la mise en train du processus de désertion, du moins l'impossibilité de la reconstruction. Moutons étrangers ou vaches locales sont mieux accueillis que les colons, dont la production céréalière rencontre trop d'entraves dans son écoulement. Cette tendance ne fait que s'accroître après 1470, et on peut aussi la constater dans le Tavoliere des Pouilles.

La Sicile de la fin du Moyen-Age voit se poursuivre et s'achever le mouvement de désertion entamé auparavant. Dans un premier stade, la lutte entre les seigneurs et les communautés rurales se traduit par un processus d'« enclosure », qui attribue au bétail des premiers, des terres précédemment soumises à l'usage collectif. Ajoutons à ce facteur d'appauvrissement paysan les guerres incessantes et, comme partout, la dure mortalité : à la fin du XIVème siècle, des décimateurs trouvent de nombreuses localités inhabitées depuis peu, et qui ne seront pas relevées. Une grande part de la population des campagnes afflue dans les plus gros bourgs, et la terre est enfin abandonnée à un régime de champs et de pacages ouverts, en un cycle culturel très long comparable à celui de la Campagne Romaine ou du Tavoliere.

Ne nous étonnons donc pas de ne trouver ici que très peu de désertions dans les siècles suivants. Dès 1500, la Sicile n'a plus grand chose à perdre, et le problème des désertions s'efface devant celui de la colonisation, de ses tentatives et de ses échecs aux XVIème et XVIIème siècles. Suscitées par des seigneurs soucieux de fixer les restes de la population rurale, d'attirer et de grouper de nouveaux colons afin de relancer la culture des céréales, ces nouvelles fondations n'ont échoué ou avorté qu'en assez petit nombre (environ 15% des cas), mais elles n'ont pas réussi dans le second de leurs buts : la production des céréales. En fin de compte, elles n'ont fait qu'encourager la concentration de la population rurale en gros villages misérables.

Dans l'autre grande île, en Sardaigne, les montagnes centrales s'opposent radicalement, à la fin du Moyen-Age, aux ré-

gions plus excentriques. Tandis que les premières ne connaissent que peu ou prou de disparitions de villages, les taux les plus forts de dépeuplement sont situés dans certaines des secondes, zones d'accueil des troupeaux transhumants, basses terres exposées davantage aux ravages de la guerre et aux irruptions étrangères, régions autrefois florissantes qui se dépeuplent dans le marasme général de l'île et de l'économie citadine. Ici aussi, la recolonisation des deux siècles suivants s'avère d'autant moins efficace que le conflit entre civilisations pastorale et paysanne y revêt des formes plus âpres.

\* \* \*

De ce tableau succinct, je tirerai ces quelques conclusions provisoires :

Les guerres féodales apparaissent un facteur décisif de désarticulation, de dislocation des rapports sociaux et des paysages ruraux, là où l'économie des campagnes a subi, de façon contemporaine, des bouleversements dans ses structures et dans ses spéculations agricoles ; les régions trop uniformément céréalières en ont été particulièrement affectées.

Dans les régions désertées, l'extension de l'élevage est indéniable. Encore faut-il préciser quelle part lui revient dans la désertion elle-même. Des cas d'expulsion à l'anglaise, nous en connaissons fort peu. En revanche, les encouragements distribués par les gouvernements ou les classes possédantes et leurs intendants ont certainement accéléré la conversion des terres à céréales en terres de culture extensive et d'élevage, dont les produits trouvaient des débouchés plus lucratifs dans la consommation locale ou dans l'exportation. Pour avoir voulu parer au manque de main d'oeuvre, l'élevage, sous ses diverses formes, a entériné dans les basses régions les destructions antérieures, amené souvent la disparition des derniers centres et empêché, comme la malaria, sa conséquence, la recolonisation.

Au contraire, en Toscane, en Sabine, dans la montagne ligure, si forts qu'aient été les coups portés par les épidémies ou les convulsions politiques, l'économie rurale s'est adaptée à la crise céréalière, qui la touchait d'ailleurs beaucoup moins. L'orientation vers la polyculture arboricole méditerranéenne s'est précisée ; de nouvelles techniques culturales ont permis l'aménagement des collines et des montagnes, un front de défrichement

s'est déplacé vers les hauteurs et a même profité de l'assoupissement citadin, quand ont reflué vers les campagne énergies et capitaux. Les zones faibles de cette expansion, celles qui ont perpétué leurs disparitions de villages, sont restées les terres basses, les Maremmes par exemple, où ont afflué en même temps les eaux des collines déboisées et les troupeaux.

Pour finir, je suggérerai que ce qu'on a pu appeler la « sélection naturelle des établissements habités », n'est valable, en période de recul démographique général, que pour des régions d'économie, de sols diversifiés; une étude particulière de chacun des cas de disparition — étude que nous n'avons pu faire — s'impose alors. En revanche, les régions du Mezzogiorno, qui ont montré leur faiblesse générale à la fin du Moyen-Age, nous ont semblé plus homogènes, à la fois dans la nature de leurs désertions et dans les paysages qui en sont résultés.

Christiane Klapisch-Zuber

## NOTE

(1) Cf. notre étude dans « *Villages désertés et histoire économique, XIe-XVIIIe siècle* », Paris, S.E.V.P.N., 1965, pp. 419-459.